

MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES



UNIVERSITE DE HAUTE-ALSACE
Service Achats et Marchés Publics
2, rue des Frères Lumière
68093 Mulhouse Cedex

Tél : 03 89 33 66 14 – mail : marches@uha.fr

**PRESTATIONS DE COLLECTE ET DE TRAITEMENT DES DECHETS CHIMIQUES ET
ASSIMILES DE L'UNIVERSITE DE HAUTE-ALSACE**

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Objet du marché

Le présent marché concerne la collecte, le transport et le traitement des déchets dangereux, pour le compte de structures de formation et de recherche rattachées à l'Université de Haute-Alsace.

Les structures productrices de déchets et les points de collecte sont définis au CCTP.

Lieu(x) d'exécution : Université de Haute-Alsace (sites de Mulhouse et de Colmar).

1.2. Forme du marché

Le présent marché est passé selon une procédure adaptée en application de l'article R2123-1 relatif au code de la commande publique.

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches ou en lots.

Les prestations feront l'objet d'un accord-cadre mono-attributaire fera l'objet d'émission de bons de commande (art R2162-1 et R2162-13 du code de la commande publique) sans montant minimum.

Le montant maximum des prestations susceptibles d'être commandées au cours de la durée totale de l'accord-cadre (reconductions comprises) ne pourra dépasser le seuil applicable défini à l'art. R2131-12 – 1 du code de la commande publique.

Les montants à payer sont constitués des prix unitaires, exprimés en euros, appliqués aux quantités réellement livrées ou exécutées, par application des prix indiqués dans le bordereau de prix.

1.3. Durée du marché

Le marché ne devient définitif et ne peut recevoir exécution qu'après notification au titulaire.

Le marché est conclu pour une période de 2 ans à compter de sa date de notification. Il sera ensuite reconductible deux fois pour une durée d'un an, sans que sa durée totale ne puisse excéder 4 ans.

Toutefois le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de ne pas reconduire le marché, en avisant le titulaire par courrier recommandé avec accusé de réception au moins un mois avant la fin de la durée de validité du marché.

Date prévisionnelle de notification du marché : décembre **2025**

1.4. Marché à bons de commande

Le marché s'exécute au moyen de bons de commande signés par la ou les personne(s) habilitée(s).

Les bons de commande peuvent être émis dès la notification du marché et ce au fur et à mesure des besoins de l'administration.

Les bons de commande pourront être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché.

Par dérogation aux stipulations de l'article 4.1 du CCAG FCS, les bons de commande sont notifiés au titulaire par le service émetteur, par courrier électronique ou par télécopie.

Tout bon de commande comportera les renseignements suivants :

- le nom ou la raison sociale du titulaire,
- la référence du marché et le numéro qui lui est attribué,
- la date et le numéro du bon de commande,
- la nature et la description des prestations à réaliser,
- la désignation complète du service émetteur du bon de commande,
- le lieu et le délai maximum de livraison ou d'exécution,
- l'adresse de facturation,
- le montant du bon de commande

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur pourront être honorés par le titulaire.

ARTICLE 2 : DOCUMENTS CONSTITUTIFS

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement
- Le bordereau des prix unitaires
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières et ses annexes
- Le cadre de mémoire technique
- Le Cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures et services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- L'arrêté du 29 mai 2009 relatif aux transports de marchandises dangereuses par voies terrestres (dit « arrêté TMD ») dans sa version en vigueur
- L'offre technique et financière remise par le candidat

Le CCAG et la réglementation ne sont pas joints au dossier, le soumissionnaire étant censé les connaître.

Seuls les exemplaires originaux conservés au niveau de l'administration font foi.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre dans lequel elles sont énumérées ci-dessus.

Toute clause portée dans le(s) barème(s) ou documentation quelconque du titulaire et contraire aux stipulations des pièces constitutives du marché est réputée non écrite. Les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.

ARTICLE 3 : DELAIS D'EXECUTION OU DE LIVRAISON

3.1. Délais de base

CCAP	UNIVERSITE DE HAUTE-ALSACE Collecte et traitement des déchets chimiques et assimilés de l'UHA	Page n° 3
------	--	-----------

Les délais sont définis aux articles 2.2, 3.4 et 3.5 du CCTP.

3.2. Prolongation des délais

Une prolongation du délai de livraison ou d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

ARTICLE 4 : CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les prestations doivent être conformes aux stipulations du marché (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du marché).

Le marché s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon.

L'organisation de la collecte doit répondre à l'ensemble des recommandations fixées au CCTP.

ARTICLE 5 : CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples sont effectuées au moment même de la livraison ou de l'exécution du service (examen sommaire) conformément aux articles 28.1 du CCAG-FCS.

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 28.2 du CCAG-FCS.

ARTICLE 6 : GARANTIES

Sans objet.

ARTICLE 7 : SOUS-TRAITANCE (sous-traitance réservée aux marchés de travaux ou de services)

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché à un autre prestataire qualifié, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par l'administration et de l'agrément par elle des conditions de paiement de chaque sous-traitant. Aucune sous-traitance ne pourra être effective tant qu'elle n'aura pas été acceptée formellement au préalable par la personne publique.

A l'appui de l'acte spécial de sous-traitance, le titulaire du marché joindra, outre le détail du sous-traité, la déclaration du candidat et les attestations fiscales et sociales mentionnées à la réglementation applicable aux marchés publics concernant le sous-traitant proposé.

Tout recours à la sous-traitance n'ayant pas fait l'objet d'un accord de la personne publique expose le prestataire à la résiliation du marché à ses torts exclusifs.

ARTICLE 8 : CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

8.1. Garantie financière

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

8.2. Avance

Aucune avance ne sera versée.

ARTICLE 9 : PRIX

9.1. Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations faisant l'objet du marché seront réglées par application des prix unitaires.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires (y compris les frais de déplacement et d'hébergement).

Ainsi, les prix doivent dans tous les cas inclure les prestations indiquées au CCTP.

9.2. Modalités de variation des prix

Les prix conclus dans le cadre du marché sont des prix définitifs révisables.

Les prix du marché sont fermes pendant un an à compter de la notification du marché. Ils seront ensuite révisables, à la hausse comme à la baisse, à compter de la date anniversaire de notification du marché et ces prix seront à nouveau maintenus pendant un nouveau délai de douze mois.

Les prix seront révisés par référence aux indices publiés au bulletin mensuel de statistique (BMS) édités par l'INSEE par application de la formule suivante :

$P(N) = P(0) * [0.2 + [0.5 * ICHTrev-TS(N) / ICHTrev-TS(0)] + [0.3 * IPP(N) / IPP(0)]]$ dans laquelle :

- **P(N)** est le prix révisé ;
- **P(0)** est le prix initial réputé établi sur la base des conditions économiques du mois de la date limite de remise des offres ;
- **ICHTrev –TS(N)** est la dernière valeur connue de l'indice mensuel du coût horaire du travail révisé, salaires et charges dans le secteur eau, assainissement, déchets, dépollution à la date d'établissement de la demande de révision par le titulaire ;
- **ICHTrev-TS(0)** est la valeur de l'indice mensuel du coût horaire du travail révisé, salaires et charges dans le secteur eau, assainissement, déchets, dépollution du mois de la date limite de réception des offres : **Identifiant : 001565187**
- **IPP(N)** est la dernière valeur révisée connue de l'indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français - prix du marché - CPF 38 - collecte, traitement et élimination des déchets, récupération de matériaux à la date d'établissement de la demande de révision par le titulaire ;
- **IPP(0)** est la valeur de l'indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français - prix du marché - CPF 38 - collecte, traitement et élimination des déchets, récupération de matériaux du mois de la date limite de réception des offres : **Identifiant : 010534426**

L'avis d'ajustement de prix devra être adressé par pli recommandé et par courriel, par le titulaire du marché au service achats et marchés publics de l'UHA, au minimum deux mois avant la date d'effet, faute de quoi les prix du marché seront réputés être maintenus.

L'Administration dispose d'un délai de 30 jours à compter de la réception des nouveaux prix pour faire connaître ses observations sur ceux-ci. En cas de refus, la personne publique transmettra ses observations par courrier ou par courriel.

Passé ce délai, le silence de la personne publique équivaudra à une acceptation de la demande de révision.

En l'absence de refus de la personne publique et dans le cas d'une reconduction du marché, les prix révisés sont applicables à compter de la date anniversaire de la notification du marché qui suit la demande du titulaire.

Cette demande de révision est accompagnée des nouveaux prix et d'une note explicative de l'évolution des prix.

Chaque nouveau bordereau des prix émis se substitue au précédent, sauf désaccord de la personne publique, sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant.

9.3. Clause de sauvegarde

L'Université se réserve le droit de rejeter toute demande de révision des prix d'un taux annuel d'augmentation supérieur à 3 % par rapport aux prix communiqués lors de la réponse à l'appel d'offres ou ne correspondant pas :

- Aux tarifs publics en cours appliqués par le Titulaire et/ou ;
- Aux dernières variations des indices du cours des matières premières, commerce extérieur, et tout autre indice justifiant la demande de révision tarifaires et/ou ;
- À l'évolution tarifaire appliquée au Titulaire par ses fournisseurs.

La hausse des prix, pour l'application de la clause de sauvegarde sera appréciée sur l'évolution, d'une période de marché à l'autre, du montant total des produits ou prestations du bordereau des prix et non pas examinée ligne par ligne.

9.4. Mois d'établissement des prix du marché

La date d'établissement des prix est fixée contractuellement à la date limite de dépôt des offres au pouvoir adjudicateur. Le mois de cette date ainsi déterminée est appelé « mois zéro » et correspond pour ce marché au mois de : novembre 2025.

10.1. Acomptes et paiements partiels définitifs

Les acomptes seront versés au titulaire dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

10.2. Présentation des demandes de paiement

Les demandes de paiement seront présentées selon les conditions prévues à l'article 11.3 du CCAG-FCS et comporteront outre les mentions légales, les indications suivantes :

Dispositions applicables en matière de facturation électronique :

Les fournisseurs faisant partie du dispositif de dématérialisation des factures via la plateforme Chorus Pro doivent déposer les factures directement sur Chorus Portail Pro. Les références à utiliser pour ce marché sont les suivantes :

Siret : 19681166500013

CP Ville : 68200 MULHOUSE

Nom : UNIVERSITE DE HAUTE ALSACE

Code service : 900_ DAF

Libellé service : DAF

Outre les mentions légales, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
- 5° Le code d'identification du service en charge du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- 11° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Elles comportent également le numéro d'identité de l'émetteur (ou à défaut, son identifiant) et celui du destinataire de la facture.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la

facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Les factures devront être envoyées par mail à l'adresse suivante : spse@uha.fr

Elles détailleront à minima :

- les points de collecte
- l'identification de chaque déchet collecté
- les poids nets pesés de chaque déchet collecté

10.3. Délai global de paiement

Les prestations objet du marché, seront rémunérées dans les conditions fixées par les règles de la comptabilité publique.

Les sommes dues seront payées dans un délai global de paiement de trente (30) jours à compter de la date de réception de la demande de paiement par le pouvoir adjudicateur.

Aucune demande de paiement ne peut être transmise avant réalisation des prestations.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit des intérêts moratoires, à partir du jour suivant l'expiration du délai global de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal inclus.

Conformément au décret du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

En outre, le retard de paiement donne lieu au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 euros.

ARTICLE 11 : PENALITES

11.1. Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS, il sera appliqué sans mise en demeure préalable, des pénalités :

- en cas de non-respect de la date de collecte (après 1^{ère} annulation éventuelle, conformément à l'article 2.2 du CCTP) : 50€ / jour de retard.
- en cas d'annulation le jour de la collecte (absence du transporteur, manque de conditionnements, véhicule inadapté ou chauffeur non agréé par exemple) : 150€ / annulation
- en cas de non-respect du délai de transmission des CAP/BSDD (3.4 et 3.5 du CCTP) : 20€ / jour de retard

Par dérogation à l'article 14.1.2 et 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération ni plafonnement à l'application des pénalités de retard.

11.2. Pénalités pour non-respect des obligations du code du travail relatives à la lutte contre le travail dissimulé

En application de l'article L8222-6 du code du travail relatif à la lutte contre le travail dissimulé, une pénalité peut être appliquée au titulaire s'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L. 8221-5 du code du travail.

Le montant de cette pénalité est égal à 10% du montant du contrat et ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du code du travail.

ARTICLE 12 : ASSURANCES

12.1. Assurances

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code civil.

Il devra donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

À tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

12.2. Responsabilités du titulaire

Le titulaire du marché assume la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations. Il est entièrement responsable du matériel et du personnel qu'il met à disposition. Ce personnel doit être qualifié et être obligatoirement muni d'un document délivré par l'entreprise attestant son appartenance à celle-ci.

Le titulaire est responsable de son personnel en toutes circonstances et pour quelque cause que ce soit. Il est responsable des accidents et dégâts produits par ses préposés et de ses sous-traitants à l'occasion de l'exécution des prestations.

Le prestataire est seul responsable vis-à-vis des tiers de tous accidents, dégâts et dommages de quelque nature qu'ils soient, résultant de ses prestations.

Le prestataire fait son affaire de tous les risques et litiges pouvant survenir du fait des prestations prévues au présent contrat. La responsabilité du pouvoir adjudicateur ne peut être recherchée à ce titre.

ARTICLE 13: RESILIATION DU MARCHE
--

Seules les stipulations du CCAG-FCS relatives à la résiliation du marché, sont applicables.

Le titulaire devra en mesure de justifier à tout moment qu'il est autorisé par arrêté/déclaration préfectoral(e) à :

- exercer une activité de transport par route de déchets classés dans la catégorie des marchandises dangereuses
- exercer une activité de négoce et de courtage de déchets
- exploiter ou recourir à une installation de regroupement, de tri ou de traitement de déchets dangereux, émis au titre de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement

L'absence de ces autorisations impliquerait la résiliation du marché sans indemnité au profit du titulaire.

D'autre part, conformément à l'article R.2143-4 du code de la commande publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail conformément au 1° du I de l'article 46, il sera fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par le marché.

ARTICLE 14: MESURES DE SAUVEGARDE
--

Le pouvoir adjudicateur peut prendre en cas de carence grave du prestataire, ou de menace concernant l'environnement ou la sécurité, toute décision adaptée à la situation.

Les conséquences financières d'une telle décision sont à la charge du prestataire, sauf dans le cas de force majeure.

ARTICLE 15 : MODIFICATIONS RELATIVES AU TITULAIRE
--

15.1. Changement de dénomination sociale du titulaire

En cas de modification de sa dénomination sociale, le titulaire doit impérativement en informer le Service Achats et Marchés Publics de l'UHA par écrit et communiquer un extrait Kbis mentionnant ce changement, dans les plus brefs délais.

15.2. Changement de contractant en cours d'exécution du présent marché

Le titulaire doit informer le Service Achats et Marchés Publics de l'UHA de tout projet de fusion ou d'absorption de l'entreprise titulaire et de tout projet de cession du marché dans les plus brefs délais et produire les documents et renseignements utiles qui lui seront notifiés concernant la nouvelle entreprise à qui le marché est transféré ou cédé.

En cas d'acceptation de la cession du marché par le pouvoir adjudicateur, elle fera l'objet d'un avenant constatant le transfert du marché au nouveau titulaire.

ARTICLE 16 : PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL – PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Le titulaire a l'obligation de respecter les dispositions réglementaires et légales françaises relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail ainsi que les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes et de préservation du voisinage.

Par dérogation aux dispositions des articles 6.2 et 7.2 du CCAG-FCS., la modification des dispositions législatives et réglementaires applicables dans le cadre du marché et relatives aux domaines précités ne donne pas lieu à la conclusion d'un avenant avec le titulaire. Ce dernier est tenu appliquer d'office les nouvelles dispositions législatives et réglementaires.

Le titulaire doit être en mesure de justifier de ce respect sur simple demande du pouvoir adjudicateur, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garanties des prestations.

ARTICLE 17 : DISPOSITIONS D'ORDRE GENERAL
--

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont les seuls compétents.

Instance chargée des procédures de recours :

Tribunal administratif de Strasbourg, 31 avenue de la Paix B.P. 51038, 67070 Strasbourg Cedex.

E-mail : greffe.ta-strasbourg@juradm.fr. Tél.03 88 21 23 23. Fax 03 88 36 44 66.

Organe chargé des procédures de médiation :

Comité consultatif inter-régional de règlements amiables des litiges relatifs aux marchés publics, Préfecture de Meurthe-Et-Moselle 1 rue du Préfet Claude Erignac co60031, 54038 Nancy Cedex.

Tél. 03 83 34 25 62. Fax 03 83 34 22 24.

Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :

Tribunal administratif de Strasbourg, 31 avenue de la Paix B.P. 51038, 67070 Strasbourg Cedex.

E-mail : greffe.ta-strasbourg@juradm.fr Tél.03 88 21 23 23. Fax 03 88 36 44 66.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, factures ou modes d'emploi doivent être rédigés en français.

La monnaie de comptes du marché est l'euro(s). Le prix libellé en euro(s) restera inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors T.V.A. et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

ARTICLE 18 : DEROGATIONS AU CCAG-FCS

L'article 1.4 déroge à l'article 4.1 du CCAG-FCS

L'article 9.3 déroge aux articles 29 et 33 du CCAG-FCS.

L'article 11 déroge aux articles 14.1.2 et 14.1.3 du CCAG-FCS

L'article 16 déroge aux articles 6.2 et 7.2 du CCAG-FCS.